

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

le 19 mars 2014

Rapport de l'Inspecteur de l'environnement

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

JBY CREATION - Rognac

Visite d'inspection du 22 janvier 2014 – proposition de mise en demeure.

Réf. : 1) Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

PJ : 1) Projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société JBY CREATION.
2) Suites de la visites d'inspection du 22 janvier 2014 (fiches écart/fiches remarques/courrier à l'exploitant).

1 - Contexte

La société JBY CREATION est autorisée par l'arrêté préfectoral n°13-1990 A du 3 juillet 1991 à exploiter deux entrepôts sur la commune de Rognac. L'activité de la société est le négoce de produits textiles et de la maison.

Le site comprend deux bâtiments :

- un entrepôt de 5 900 m² abritant les bureaux administratifs et une partie des stockages ;
- un entrepôt de 5 600 m² pour le conditionnement et le stockage des marchandises ;

Les installations sont visées par la rubrique 1510 sous le régime de l'enregistrement pour le stockage d'un volume de 120 000 m³ de matières combustibles.

2 - Visite d'inspection du 22 janvier 2014

Une visite d'inspection programmée a été réalisée le 22 janvier 2014.

Cette visite avait pour principal objectif de vérifier la conformité des entrepôts par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts.

A l'issue de la visite, les constats sont les suivants :

- L'exercice de défense contre l'incendie n'a pas été réalisé (écart n°1).
- Les dispositions relatives à la protection contre la foudre n'ont pas été mises en place (écart n°2).
- Le séparateur d'hydrocarbures ne fait pas l'objet de vérifications périodiques (écart n°3).
- La mesure des émissions sonores n'a pas été réalisée (écart n°4).
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier :
 - le débit des poteaux incendie,
 - le fonctionnement de la détection incendie,
 - la vérification périodique des RIA,
 - le volume des eaux nécessaires pour la lutte incendie et sa disponibilité (écart n°5).

En conséquence, cinq fiches d'écart ont été notifiées à l'exploitant. Dans le cadre de la démarche contradictoire, l'exploitant a apporté des réponses aux écarts mentionnés ci-dessus.

3 – Avis de l'inspection

La fiche d'écart n° 2 à la réglementation fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

La fiche d'écart n°4 à la réglementation fait l'objet d'engagement de mise en conformité de la part de l'exploitant. Les formes et délais proposés par l'exploitant ont été jugés satisfaisants par l'inspection.

Les fiches d'écart n°1 et 5 font l'objet d'engagements de mise en conformité de la part de l'exploitant. En effet, il s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Réaliser l'exercice de défense contre l'incendie en collaboration avec le service d'incendie et de secours ;
- Mettre à jour le système de détection incendie dans les deux entrepôts ;
- Faire contrôler le débit des poteaux incendie ;
- Faire contrôler les RIA.

Afin d'encadrer les délais de réalisation des travaux de mise en conformité relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie, ces points font l'objet de la proposition de mise en demeure jointe au présent rapport.

La fiche d'écart n°3 relative à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'engagement de mise en conformité de la part de l'exploitant. Afin d'encadrer le délai de réalisation, ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Nous proposons donc à M. Le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis du CODERST, de mettre en demeure la société JBY CREATION de respecter dans un délai déterminé les prescriptions figurant dans le projet d'arrêté joint en annexe 1 au présent rapport.

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux.